

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première et quatrième chambres, saisi par le Premier Ministre, le 4 mars 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relatif à l'Euro", a donné le 19 mars 1998 (première chambre) et le 8 avril 1998 (quatrième chambre) l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste en vierde kamer, op 4 maart 1998 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de Euro", heeft op 19 maart 1998 (eerste kamer) en op 8 april 1998 (vierde kamer) het volgende advies gegeven :

Article 2

Selon cet article, l'avant-projet de loi examiné "fixe les règles précises en vue de l'introduction de l'euro par le règlement (CE) n° ... du Conseil du ... relatif à l'introduction de l'euro ...".

Est ainsi visé un règlement, qui n'existe encore qu'à l'état de projet (1).

Il n'est pas d'usage d'anticiper l'adoption d'un règlement communautaire. Ce n'est donc qu'à titre exceptionnel eu égard aux circonstances et sous réserve de l'adoption de ce règlement par le Conseil européen que le présent avis est donné.

L'article à l'examen sera complété au moment de l'adoption du règlement précité et les divers règlements seront cités dans l'ordre par rapport à leur date.

(1) Ce projet de règlement a été publié au Moniteur belge du 18 mars 1998 (2e éd.) en annexe à la résolution du Conseil du 7 juillet 1997 relative au cadre juridique de l'introduction de l'euro (97/C236/04). Selon l'avis précédant cette publication : "La résolution contient le texte du projet de règlement (CE) n° 000/97 du Conseil concernant l'introduction de l'euro. Elle a été publiée au Journal officiel C/236/7 du 2 août 1997. Il est prévu que le règlement sera approuvé par le Conseil européen au début du mois de mai 1998 et qu'il entrera en vigueur le 1er janvier 1999.". Ce n'est qu'alors que ce règlement deviendra juridiquement contraignant.

Article 3

1. L'alinéa 2 vise des montants qui ne sont pas à payer ou à comptabiliser mais qui peuvent servir de multiplicande à l'égard de quantités importantes.

Il est inexact d'écrire à la première phrase que l'arrondissement avec au moins deux décimales est fait "conformément aux articles 4 et 5 du règlement européen". Ces derniers mots doivent dès lors être supprimés car ils pourraient être source d'interprétation restrictive dans la mesure où ces articles 4 et 5 ne vont pas au-delà du "cent".

2. La seconde phrase de l'alinéa 2 sera mieux rédigé comme suit :

"... Le Roi peut toutefois prescrire un autre degré de précision pour l'arrondissement (1) du montant qui résulte de la conversion en euro."

Article 8

1. A l'alinéa 1er, on écrira "établis par la loi".

(1) Le verbe "arrondir" peut s'employer dans un sens second et signifier "rendre plus complet". Selon Robert, on peut dire "arrondir au franc supérieur". Cependant, l'avant-projet de loi utilise le substantif "arrondi" dans un sens impropre. En lieu et place de ce substantif on écrira "arrondissement". Cette observation vaut pour l'ensemble du texte de la loi en projet.

2. A l'alinéa 2, on ne délègue pas une compétence, mais un pouvoir qui rend l'autorité destinataire compétente.

Dès lors on écrira :

"Par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le Roi peut attribuer aux ministres qu'Il désigne, le pouvoir d'adapter à l'euro, les modèles de formulaires qui ont été établis par Lui."

Article 9

Aux alinéas 4 et 5, on préférera le mot "relatives" à "afférentes".

Cette observation vaut mutatis mutandis pour l'article 50.

Article 10

A la fin de l'alinéa 2, il faut écrire : "... à l'exercice d'imposition 1999 et aux exercices suivants."

Articles 11 et 12

Les mots "la monnaie unique conformément au Traité instituant la Communauté européenne" doivent être remplacés par les mots "l'euro", ce qui allège la phrase.

.../...

Article 15

1. Le verbe "relibeller" est inconnu de la langue française. Il y a lieu d'utiliser le verbe "exprimer" accompagné, si la précision est nécessaire, de l'adverbe "désormais" ou "dorénavant".

Cette observation vaut aussi pour les autres articles de l'avant-projet.

2. La phrase introductive du paragraphe 1er sera libellée comme suit :

"§ 1er. Sont, à partir du 2 janvier 1999, exprimés en euro avec deux décimales :

1° les obligations linéaires ... (la suite comme au projet);

2° les certificats ... (la suite comme au projet).".

3. Pour éviter d'avoir recours au néologisme "relibellisation", on rédigera le paragraphe 2, alinéa 1er, comme suit :

"§ 2. Le Roi fixe les modalités de la nouvelle expression du montant des comptes de titres dématérialisés exclusivement inscrits en compte, visés ... (la suite comme au projet).".

.../...

Cette observation vaut mutatis mutandis pour la suite de l'avant-projet.

4. A l'alinéa 2 du même paragraphe, le Trésor reçoit le pouvoir d'ajuster le montant nominal des titres en circulation. Ce pouvoir doit être attribué à une autorité administrative ou à son représentant, non à un service administratif.

Article 19

A l'alinéa 1er, les mots "après la virgule" seront omis.

Article 20

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "par le biais", qui évoquent un moyen détourné, par les mots "par le moyen".

2. Au paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, il serait préférable de prévoir une indication plus complète des valeurs mobilières concernées en écrivant au 1° :

"1° la dénomination, le taux, les années d'émission et de remboursement et le code-titre de la dette à renommer;".

.../...

Au 2°, on ne peut dire que le taux de conversion est "établi par l'article 109L, § 4, du Traité ...". Ce paragraphe 4 donne pouvoir au Conseil pour le faire. Il faut donc écrire "... en vertu de l'article 109L, § 4, du Traité". (comp. article 26, § 3, in fine du projet, qui utilise "conformément").

Article 54

1. L'article 4 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur dispose actuellement que "les prix et tarifs sont indiqués au moins en francs belges".

L'article 54 du projet entend ajouter à cette disposition légale un alinéa 2, entre autres, selon lequel "pour l'application des dispositions relatives à l'indication des prix et tarifs, il faut entendre par franc belge l'unité monétaire nationale". Pareille disposition manque à tout le moins de précision et pose par ailleurs la question de savoir quelle est sa relation par rapport à l'alinéa 1er initial de l'article 4 précité. En outre, elle ne concorde pas avec l'exposé des motifs.

En effet, le commentaire relatif à l'alinéa 2, en projet, précise ce qui suit à cet égard :

"Bien que la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur dispose déjà que les prix et tarifs sont au moins indiqués en francs belges, il y a lieu de préciser clairement qu'une indication en euro ne peut aucunement remplacer l'indication en francs

.../...

belges, même si le franc belge doit être considéré comme une subdivision de l'euro. Donc toute indication en euro devra être accompagnée d'une indication en francs belges."

Interrogé sur la portée de la disposition en projet précitée, le délégué du gouvernement a donné les explications suivantes :

"Le texte original proposé par les Affaires économiques pour compléter l'article 4 de la LPC s'énonçait comme suit :

"Ils peuvent être indiqués également en euros, mais l'indication en euros uniquement est interdite".

Ce texte a été remplacé, en dernière minute, à la demande du Ministère des Finances qui estimait qu'il subsistait un risque que les termes "francs belges" mentionnés dans la partie inchangée de l'article 4 de la LPC ("Les prix et tarifs sont indiqués au moins en francs belges") puissent être lus comme une référence indirecte à l'euro en vertu de l'article 3 du projet de règlement du Conseil concernant l'introduction de l'euro qui stipule que "l'euro remplace la monnaie de chaque Etat membre participant au taux de conversion".

Pour ce qui nous concerne, nous maintenons notre préférence pour la version originale que nous avons proposée considérant que celle-ci ne pourrait créer de confusion sauf à solliciter le texte d'une manière telle qu'il en perdrait tout son sens."

La préoccupation des auteurs du texte semble donc être induite par le fait que, lors de son entrée en vigueur, l'article 3 du projet de règlement concernant l'introduction de l'euro (1) - aux termes duquel "l'euro remplace la

(1) Voir la note de bas de page p. 2.

monnaie de chaque Etat membre participant au taux de conversion" - aura modifié implicitement l'article 4, alinéa 1er, de la loi précitée du 14 juillet 1991, en raison de son effet direct. Les auteurs du projet estiment pouvoir répondre à cette préoccupation en faisant référence, dans l'alinéa 2, en projet, de l'article 4 précité, à la notion d'"unité monétaire nationale" ainsi que la définit l'article premier, quatrième tiret, du règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro (1).

Ainsi qu'il a déjà été souligné ci-dessus, le procédé adopté signifie toutefois que la disposition en projet manque de précision et ne concorde pas avec l'exposé des motifs, de sorte que sa mise en oeuvre posera de sérieux problèmes d'interprétation.

Dès lors, les auteurs du projet pourraient envisager d'adapter le texte existant de l'article 4 de la loi précitée du 14 juillet 1991, comme suit :

"Les prix et tarifs sont indiqués au moins dans l'unité monétaire nationale qui avait cours le jour précédant l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'Union économique et monétaire. Toute indication en euro devra être accompagnée d'une indication dans l'unité monétaire précitée."

(1) Cette disposition définit la notion d'"unités monétaires nationales" comme suit : "les unités monétaires des Etats membres participants, telles qu'elles sont définies le jour précédant l'entrée en vigueur de la troisième phase de l'union économique et monétaire;".

Dans l'hypothèse où cette suggestion serait suivie, la phrase liminaire de l'article 54 du projet devra être adaptée en conséquence et il y aura lieu d'omettre l'alinéa 2, en projet, de l'article 4.

2. A l'alinéa 4, en projet, de l'article 4 - qui deviendrait l'alinéa 3, de l'article 4 de la loi du 14 juillet 1991 - la notion de "systèmes de vente" sera interprétée comme "ventes à distance".

Article 55

1. L'alinéa 3, en projet, de l'article 17 de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation dispose que "lorsque la publicité, l'offre ou le contrat de crédit mentionnent des montants libellés en euro, ils sont également indiqués en francs selon les modalités à déterminer par le Roi". La portée de la disposition en projet est par conséquent plus large que celle de l'article 17 existant qui concerne uniquement la conclusion et la forme du contrat de crédit même. La publicité et l'offre d'un crédit à la consommation sont régies par les articles 5 et 14 de la loi précitée.

Il est dès lors recommandé de rédiger l'alinéa 3, en projet, comme une disposition autonome et de le faire figurer dans le chapitre premier (Définitions et champ d'application) de la loi du 12 juin 1991.

.../...

2. Les alinéas 4 et 5, en projet, de l'article 17 soulèvent la question de savoir si les règles qu'ils contiennent ne devraient pas devenir une obligation générale pour tous les contrats, compte tenu du fait que certains de ces contrats arriveront à échéance après le 30 juin 2002.

Article 57

1. L'article 3 du règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro dispose que l'introduction de l'euro n'a pas pour effet "de modifier les termes d'un instrument juridique ou de libérer ou de dispenser de son exécution, et elle ne donne pas à une partie le droit de modifier un tel instrument ou d'y mettre fin unilatéralement. La présente disposition s'applique sans préjudice de ce dont les parties sont convenues.". Cette disposition s'applique à tous les contrats civils et commerciaux. Elle est directement obligatoire. Dès lors, sa transposition en droit interne est en principe superflue.

Le point 22, en projet, de l'article 32 de la loi précitée du 14 juillet 1991 va toutefois au-delà des prescriptions du règlement précité. La possibilité qu'ont les parties de déroger à la disposition, possibilité prévue par le règlement, n'est pas autorisée lorsque la clause en question a été rédigée préalablement à la conclusion du contrat et que le consommateur n'a, de ce fait, pas pu avoir d'influence sur son contenu, notamment s'il s'agit d'un contrat d'adhésion.

.../...

2. Le texte néerlandais du point 22, en projet, est susceptible d'amélioration. C'est ainsi qu'on écrira "ontbinden" au lieu de "verbreken" à l'alinéa 1er, "beweert" au lieu de "voorhoudt" à l'alinéa 3 et "het sluiten" au lieu de "afsluiting" à l'alinéa 4.

3. Encore à l'alinéa 4 du point 22, en projet, le mot "notamment" semble traduire l'intention de présenter un exemple. Pareille formulation n'a pas sa place dans un texte normatif. Les mots "notamment dans le cadre d'un contrat d'adhésion" peuvent dès lors être omis et un ou plusieurs exemples pourront éventuellement être donnés dans l'exposé des motifs à titre d'illustration.

Article 58

1. Compte tenu, entre autres, des explications données par le délégué du gouvernement, la référence que fait l'alinéa 1er à la loi du 11 avril 1995 pourra être omise dès lors qu'elle est superflue dans le contexte de la disposition en projet.

2. Il est à noter en outre que l'article 58 du projet est conçu comme une disposition autonome. Pour le sujet de droit (1), il serait plus clair d'intégrer la disposition en

(1) Selon le délégué du gouvernement, le terme "personnes" figurant à l'alinéa 1er de l'article 58 du projet fait principalement référence aux employeurs ou aux secrétaires sociaux.

projet dans la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés et dans les arrêtés-lois des 10 janvier et 7 février 1945 en ce qui concerne respectivement les ouvriers mineurs et les marins de la marine marchande.

3. A l'alinéa 3 de l'article 58, du projet, il est question de "la période transitoire". A ce sujet, le délégué du gouvernement a déclaré ce qui suit :

"Ce sont les faits et activités qui appartiennent à la période transitoire et non les cotisations qui sont opérées durant cette période qui sont visées par la possibilité du choix de devise.
La disposition s'applique pendant la période transitoire, entre le 1/1/99 et le 31/12/2001. Pour une déclaration qui a lieu trimestriellement par exemple : le dernier trimestre 1998 devra encore être déclaré en francs belges début 1999, tandis que le dernier trimestre susceptible d'encore faire l'objet d'une déclaration en BEF sera le dernier trimestre 2001 (déclaré début 2002).".

Il est recommandé que ces précisions figurent de toute façon dans l'exposé des motifs. Le gouvernement devra par ailleurs se pencher sur la question de savoir s'il est ou non souhaitable d'inscrire la durée exacte de la période transitoire, à savoir du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2001 (1), dans le texte normatif même.

(1) Voir l'article premier, sixième tiret, du projet de règlement (CE) n° 0000/97, précité.

Article 59

Abstraction faite de la constatation que le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle la modification en projet de l'article 7, § 1er, alinéa 3, j, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 aurait sa place dans le présent projet relatif à l'euro, il y a lieu de relever que cette modification ne pourrait emporter une immixtion dans des litiges en cours ni une violation du principe d'égalité.

Article 60

Le paragraphe 2 gagnerait à être explicité dans l'exposé des motifs, d'autant qu'il y va d'une disposition pénale.

OBSERVATIONS FINALES

1. Dans le texte français, on écrira "Titre premier" et "Chapitre premier" en toutes lettres.

2. D'une manière générale, le projet abuse de l'emploi de majuscules. Grammatically, les dénominations d'organismes ne comportent qu'une majuscule, à l'exception des mots dont le sens exige une majuscule.

On écrira dès lors "Banque nationale de Belgique" et "Institut de réescompte et de garantie".

.../...

Cette observation vaut, en ce qui concerne la Banque nationale de Belgique, pour les articles 7, 25 à 31 et 44.

3. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa. L'observation vaut pour les articles 7 et 20.

4. La subdivision en tirets, susceptible de créer des confusions lorsque l'une ou l'autre des dispositions concernées sera ultérieurement citée, doit être remplacée par une subdivision en 1°, 2°, etc. Cette observation vaut pour l'article 15, § 1er, et pour l'article 26 (article 212, §§ 2 et 3, en projet).

5. Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, certaines observations à ce sujet sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Artikel 2

Volgens dit artikel stelt het onderzochte voorontwerp van wet "de nadere regels vast met het oog op de invoering van de euro door de verordening (EG) nr. ... van de Raad van ... over de invoering van de euro ...".

Op deze wijze wordt verwezen naar een verordening die vooralsnog alleen als ontwerp bestaat (1).

Het is niet gebruikelijk vooruit te lopen op de aanneming van een Europese verordening. Dit advies wordt dan ook gegeven bij wijze van uitzondering, gelet op de omstandigheden en onder het voorbehoud dat de Europese Raad die verordening aanneemt.

Zodra de voormelde verordening is aangenomen, dient het onderzochte artikel te worden aangevuld en dienen de onderscheiden verordeningen te worden geciteerd in de volgorde van hun datum.

-
- (1) Die ontwerpverordening is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 18 maart 1998 (tweede editie) als bijlage bij de resolutie van de Raad van 7 juli 1997 betreffende het juridische kader voor de invoering van de euro (97/C 236/04). Het bericht dat aan die bekendmaking voorafgaat, luidt als volgt : "De resolutie bevat de tekst van het ontwerp van verordening (EG) nr. 0000/97 van de Raad over de invoering van de euro. Zij is bekendgemaakt in het Publicatieblad nr. C 236/7 van 2 augustus 1997. Er wordt in het vooruitzicht gesteld dat de verordening door de Europese Raad bij het begin van de maand mei 1998 zal worden aangenomen en dat ze op 1 januari 1999 in werking zal treden.". Pas dan zal die verordening uit juridisch oogpunt bindend zijn.

.../...

Artikel 3

1. Het tweede lid heeft betrekking op bedragen die niet betaald of geboekt behoeven te worden maar als vermenigvuldigtal kunnen dienen voor grote hoeveelheden.

In de eerste zin is het onjuist te schrijven dat deze bedragen worden afgerond op ten minste twee decimalen, "overeenkomstig de artikelen 4 en 5 van diezelfde Europese verordening". Deze woorden dienen bijgevolg te vervallen, aangezien ze zouden kunnen leiden tot een restrictieve interpretatie doordat volgens die artikelen 4 en 5 niet verder wordt afgerond dan op de "cent".

2. De tweede zin van het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

"... De Koning kan evenwel een andere graad van nauwkeurigheid vaststellen voor de afronding van het bedrag voortvloeiend uit de omrekening in euro.".

Artikel 8

1. In het eerste lid schrijve men : "De Koning past de bij de wet vastgestelde modellen van formulieren aan de euro aan.".

.../...

2. In het tweede lid wordt geen bevoegdheid gedelegeerd, maar wordt de mogelijkheid tot delegatie verleend, waardoor de ontvangende overheid bevoegd wordt.

Men schrijve dan ook :

"De Koning kan bij een in de Ministerraad overlegd besluit aan de ministers die Hij aanwijst de bevoegdheid opdragen om de door Hem vastgestelde modellen van formulieren aan de euro aan te passen.".

Artikel 9

In de Franse tekst van het vierde en het vijfde lid verdient het woord "relatives" de voorkeur boven het woord "afférentes".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor artikel 50.

Artikel 10

In het tweede lid, in fine, schrijve men : "... dat aan het aanslagjaar 1999 of de daaropvolgende aanslagjaren is verbonden.".

.../...

Artikelen 11 en 12

De woorden "de gemeenschappelijke munteenheid niet heeft aangenomen overeenkomstig het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap" dienen te worden vervangen door de woorden "de euro niet heeft aangenomen", zodat de zin makkelijker te lezen wordt.

Artikel 15

1. Het werkwoord "wijzigen (in)" is in dezen minder geschikt. Men behoort gebruik te maken van het werkwoord "uitdrukken (in)", voor zover nodig aangevuld met de precisering "voortaan" of "van dan af".

Deze opmerking geldt ook voor de overige artikelen van het voorontwerp.

2. De inleidende zin van paragraaf 1 behoort als volgt te worden gesteld :

"§ 1. Vanaf 2 januari 1999 worden in euro met twee decimalen uitgedrukt :

- 1° de lineaire obligaties en gesplitste effecten bedoeld in ... (voorts als in het ontwerp);
- 2° de schatkistcertificaten bedoeld in ... (voorts als in het ontwerp).".

.../...

3. Om de uitdrukking "wijze van wijziging" te vermijden, behoort paragraaf 2, eerste lid, als volgt te worden gesteld :

"§ 2. De Koning bepaalt de nadere regels betreffende het uitdrukken in euro van het bedrag van de uitsluitend op rekening ingeschreven gedematerialiseerde effecten bedoeld in ... (voorts als in het ontwerp).".

Deze opmerking geldt mutatis mutandis voor het vervolg van het voorontwerp.

4. In het tweede lid van dezelfde paragraaf krijgt de Schatkist de bevoegdheid het nominale bedrag van de in omloop zijnde effecten aan te passen. Die bevoegdheid moet worden opgedragen aan een administratieve overheid of aan de vertegenwoordiger ervan, niet aan een administratieve dienst.

Artikel 19

In het eerste lid dienen de woorden "na de komma" te vervallen.

Artikel 20

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, vervange men de woorden "par le biais", die de indruk wekken dat via een omweg te werk gegaan wordt, door de woorden "par le moyen".

.../...

2. In paragraaf 2, die het tweede lid wordt, is het verkieslijk de betrokken effecten nader te bepalen; in onderdeel 1° schrijve men daartoe :

"1° de benaming, de rentevoet, de jaren van uitgifte en van terugbetaling en de effectencode van de opnieuw uit te drukken schuld;".

In onderdeel 2° mag niet worden gesteld dat de omrekeningskoers wordt "vastgesteld door artikel 109L, § 4, van het Verdrag ...". Artikel 109L, lid 4, van het Verdrag verleent de Raad immers de bevoegdheid dat te doen. Men schrijve dan ook "vastgesteld krachtens artikel 109L, lid 4, van het Verdrag". (Vergelijk artikel 26, § 3, in fine, van het ontwerp, waarin de term "overeenkomstig" wordt gebezigd.).

Artikel 54

1. Artikel 4 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument bepaalt thans dat "de prijzen en tarieven minstens in Belgische frank (worden) aangeduid".

Artikel 54 van het ontwerp beoogt aan deze wetsbepaling onder meer een tweede lid toe te voegen, luidens hetwelk "voor de toepassing van de bepalingen inzake de aanduiding van de prijzen en tarieven onder Belgische frank de nationale munteenheid (wordt) verstaan". Een dergelijke bepaling is allerm minst duidelijk en doet bovendien de vraag

.../...

rijzen hoe zij zich verhoudt tot het oorspronkelijk eerste lid van voornoemd artikel 4. Bovendien is deze bepaling niet in overeenstemming met de memorie van toelichting.

De toelichting bij het ontworpen tweede lid stelt hieromtrent immers hetgeen volgt :

"Alhoewel de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument reeds stelt dat de prijzen en tarieven minstens in Belgische frank worden aangeduid, is het nodig klaar en duidelijk te stellen dat de aanduiding in euro deze in Belgische frank niet kan vervangen, alhoewel de Belgische frank dient beschouwd te worden als een onderdeel van de euro. Dus elke aanduiding in euro zal moeten samengaan met een aanduiding in Belgische frank.".

De gemachtigde van de Regering, ondervraagd over de draagwijdte van voornoemde ontworpen bepaling, heeft de volgende uitleg verschaft :

"Le texte original proposé par les Affaires économiques pour compléter l'article 4 de la LPC s'énonçait comme suit :

"Ils peuvent être indiqués également en euros, mais l'indication en euros uniquement est interdite".

Ce texte a été remplacé, en dernière minute, à la demande du Ministère des Finances qui estimait qu'il subsistait un risque que les termes "francs belges" mentionnés dans la partie inchangée de l'article 4 de la LPC ("Les prix et tarifs sont indiqués au moins en francs belges") puissent être lus comme une référence indirecte à l'euro en vertu de l'article 3 du projet de règlement du Conseil concernant l'introduction de l'euro qui stipule que "l'euro remplace la monnaie de chaque Etat membre participant au taux de conversion."

.../...

Pour ce qui nous concerne, nous maintenons notre préférence pour la version originale que nous avons proposée considérant que celle-ci ne pourrait créer de confusion sauf à solliciter le texte d'une manière telle qu'il en perdrait tout son sens."

De bezorgdheid van de stellers van de tekst lijkt dus hierop te zijn gebaseerd dat, bij haar van kracht worden, artikel 3 van de ontwerpverordening over de invoering van de euro (1) - luidens welke bepaling "de munteenheid van elke deelnemende lidstaat tegen de omrekeningskoers vervangen (wordt) door de euro" - wegens haar directe werking op impliciete wijze artikel 4, eerste lid, van de voornoemde wet van 14 juli 1991 zal hebben gewijzigd. De stellers van het ontwerp menen aan die bezorgdheid te kunnen tegemoetkomen door in het ontworpen tweede lid van voornoemd artikel 4 te verwijzen naar de notie "nationale munteenheid" zoals gedefinieerd in artikel 1, vierde streepje, van de verordening (EG) nr. 1103/97 van de Raad van 17 juni 1997 over enkele bepalingen betreffende de invoering van de euro (2).

De gevolgde werkwijze komt er, zoals hiervoren reeds is gezegd echter op neer dat de ontworpen bepaling onduidelijk is en niet in overeenstemming met de memorie van toelichting, zodat zij bij haar toepassing aanleiding zal geven tot ernstige interpretatieproblemen.

(1) Zie voetnoot p. 2.

(2) In die bepaling wordt de term "nationale munteenheden" omschreven als volgt : "de munteenheden van de deelnemende lidstaten, zoals deze munteenheden op de dag vóór de aanvraag van de derde fase van de Economische en Monetaire Unie gedefinieerd zijn;"

De stellers van het ontwerp zouden dan ook kunnen overwegen de bestaande tekst van artikel 4 van de voornoemde wet van 14 juli 1991 als volgt aan te passen :

"De prijzen en tarieven worden minstens aangeduid in de nationale munteenheid, die van kracht was op de dag voor de aanvang (1) van de derde fase van de Economische en Monetaire Unie. Elke aanduiding in euro zal moeten samengaan met een aanduiding in de voornoemde munteenheid."

Indien deze suggestie gevolgd wordt zal de inleidende zin van artikel 54 van het ontwerp dienovereenkomstig moeten worden aangepast en zal het ontworpen tweede lid van artikel 4 moeten worden geschrapt.

2. In het ontworpen vierde lid van artikel 4 - dat het derde lid van artikel 4 van de wet van 14 juli 1991 zou worden - dient het woord "verkoopsystemen" gelezen te worden als "verkopen op afstand".

Artikel 55

1. Het ontworpen derde lid van artikel 17 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet bepaalt dat "wanneer de reclame, het aanbod of de kredietovereenkomst bedragen in euro vermelden, zij (dan) eveneens in frank

(1) Zoals uit de vorige voetnoot blijkt, wordt in de Nederlandse tekst van de betrokken EG-verordening de term "aanvang" gebruikt. Vergelijking met de Franse en andere versies ervan leert echter dat het om een schrijffout gaat en dat "aanvang" bedoeld is.

(worden) aangeduid volgens de modaliteiten vast te stellen door de Koning". De ontworpen bepaling heeft aldus een ruimere draagwijdte dan die van het bestaande artikel 17, welke uitsluitend betrekking heeft op de totstandkoming en de vorm van de kredietovereenkomst zelf. De reclame en het aanbod van consumentenkrediet worden geregeld in de artikelen 5 en 14 van de voornoemde wet.

Het verdient derhalve aanbeveling het ontworpen derde lid als een autonome bepaling te redigeren en onder te brengen in hoofdstuk I (Definities en toepassingsgebied) van de wet van 12 juni 1991.

2. Met betrekking tot het ontworpen vierde en vijfde lid van artikel 17 rijst de vraag of het daarin opgenomen voorschrift niet als een algemene verplichting zou moeten worden ingevoerd voor alle contracten, rekening ermede houdend dat sommige van die contracten verder zullen lopen na 30 juni 2002.

Artikel 57

1. Artikel 3 van de EG-Verordening 1103/97 van de Raad van 17 juni 1997 over enkele bepalingen betreffende de invoering van de euro, bepaalt dat de invoering van de euro niet ten gevolge heeft dat "... wijziging wordt gebracht in enige bepaling in een rechtsinstrument of dat een partij wordt ontslagen of ontheven van de uitvoering van enig rechtsinstrument en (dat de invoering van de euro) ... een partij niet het recht (geeft) een rechtsinstrument eenzijdig te wijzigen of te beëindigen. Partijen mogen bij

.../...

overeenkomst afwijken van deze bepaling." Deze bepaling is van toepassing op alle overeenkomsten van burgerlijke en handelsrechtelijke aard en is rechtstreeks verbindend. In beginsel is een omzetting ervan in het interne recht derhalve overbodig.

Het ontworpen punt 22 van artikel 32 van de voornoemde wet van 14 juli 1991 reikt evenwel verder dan hetgeen de voornoemde verordening voorschrijft. De mogelijkheid voor partijen om van de bepaling af te wijken, waarin de verordening voorziet, wordt niet toegestaan indien het desbetreffende beding opgesteld is voorafgaand aan de sluiting van de overeenkomst en de consument daardoor geen invloed heeft kunnen hebben op de inhoud van het beding, met name indien het een toetredingsovereenkomst betreft.

2. De Nederlandse tekst van het ontworpen punt 22 is voor verbetering vatbaar. Zo schrijve men in het eerste lid "ontbinden" in plaats van "verbreken", in het derde lid "beweert" in plaats van "voorhoudt" en in het vierde lid "het sluiten" in plaats van "afsluiting".

3. Nog in het vierde lid van het ontworpen punt 22 lijkt het de bedoeling te zijn met de woorden "met name" (in de Franse tekst "notamment") te verwijzen naar een voorbeeld. Zulks hoort niet thuis in een normatieve tekst. De woorden "met name in het kader van een toetredingscontract" kunnen dan ook geschrapt worden en in de memorie van toelichting kunnen desgevallend één of meer voorbeelden ter illustratie gegeven worden.

.../...

Artikel 58

1. Mede rekening houdend met de toelichting verschaft door de gemachtigde van de Regering, kan de verwijzing in het eerste lid naar de wet van 11 april 1995 worden weggelaten, daar zij overbodig is in de context van de ontworpen bepaling.

2. Bovendien moet worden opgemerkt dat artikel 58 van het ontwerp opgevat is als een autonome bepaling. Het ware duidelijker voor de rechtsadressaat (1) de ontworpen bepaling in te voegen in de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers en in de besluitwetten van 10 januari en 7 februari 1945, wat respectievelijk de mijnwerkers en de zeelieden ter koopvaardij betreft.

3. In het derde lid van artikel 58 van het ontwerp wordt gewag gemaakt van "de overgangsperiode". De gemachtigde van de Regering heeft daaromtrent het volgende verklaard :

"Ce sont les faits et activités qui appartiennent à la période transitoire et non les cotisations qui sont opérées durant cette période qui sont visées par la possibilité du choix de devise.

(1) Met de term "personen" in het eerste lid van artikel 58 van het ontwerp wordt volgens de gemachtigde van de Regering in hoofdzaak bedoeld de werkgevers of de sociale secretariaten.

La disposition s'applique pendant la période transitoire, entre le 1/1/99 et le 31/12/2001. Pour une déclaration qui a lieu trimestriellement par exemple : le dernier trimestre 1998 devra encore être déclaré en francs belges début 1999, tandis que le dernier trimestre susceptible d'encore faire l'objet d'une déclaration en BEF sera le dernier trimestre 2001 (déclaré début 2002).".

Het verdient aanbeveling deze nadere verduidelijking alleszins op te nemen in de memorie van toelichting. Bovendien zal de Regering er zich over moeten beraden of het al dan niet wenselijk is de juiste duur van de overgangsperiode, zijnde van 1 januari 1999 tot 31 december 2001 (1), in de normatieve tekst zelf op te nemen.

Artikel 59

Nog daargelaten de vaststelling dat het de Raad van State niet duidelijk is waarom de ontworpen wijziging van artikel 7, § 1, derde lid, j, van de besluitwet van 28 december 1944 thuis zou horen in dit ontwerp betreffende de euro, moet worden opgemerkt dat die wijziging niet tot gevolg zou kunnen hebben dat ingegrepen wordt in hangende rechtsgedingen of dat het gelijkheidsbeginsel wordt geschonden.

(1) Zie artikel 1, zesde streepje, van het voornoemde ontwerp van een verordening (EG) nr. 0000/97.

Artikel 60

Paragraaf 2 zou in de memorie van toelichting nader moeten worden besproken, te meer omdat het om een straf-bepaling gaat.

SLOTOPMERKINGEN

1. In de Franse tekst behoort men "Titre premier" en "Chapitre premier" voluit te schrijven.

2. Algemeen gesproken worden in de Franse tekst van het ontwerp te veel hoofdletters gebruikt. Uit het oogpunt van de spraakkunst dient van de benaming van instellingen alleen het eerste woord met een hoofdletter te worden geschreven, met uitzondering van de woorden waarvan de betekenis zelf een hoofdletter vereist.

Men schrijve dus "Banque nationale de Belgique" en "Institut de réescompte et de garantie".

Wat de "Banque nationale de Belgique" betreft, geldt deze opmerking voor de artikelen 7, 25 tot 31 en 44.

3. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden opgesplitst wanneer elke paragraaf uit slechts één lid bestaat. Deze opmerking geldt voor de artikelen 7 en 20.

.../...

4. De onderverdeling in streepjes, die tot verwarring kan leiden wanneer achteraf naar deze of gene bepaling in kwestie wordt verwezen, behoort te worden vervangen door een onderverdeling in 1°, 2°, enz. Deze opmerking geldt voor artikel 15, § 1, en voor artikel 26 (het ontworpen artikel 212, §§ 2 en 3).

5. De Nederlandse tekst van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden hier enige tekstvoorstellen gedaan :

- in artikel 1 schrijve men : "... als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet";
- in artikel 2 schrijve men : "... met het oog op de invoering van de euro door verordening (EG) nr. ... en verordening (EG) nr. ... (telkens met weglating van het lidwoord "de");
- in artikel 3 en elders in het ontwerp behoort de uitdrukking "die in (een munteenheid) luidt/luiden" te worden vervangen door de uitdrukking "die in (een munteenheid) is/zijn uitgedrukt"; in artikel 3, eerste lid, eerste zin schrijve men "... bij omrekening in euro";
- in artikel 5 schrijve men : "De Koning kan bij een in de Ministerraad overlegd besluit ... een conformiteits-label kan worden toegekend of ingetrokken ...";

.../...

- artikel 9, eerste lid, in fine, behoort als volgt te worden gesteld : "... mogen de belastingplichtigen ... ervoor opteren hun aangiften met bedragen in euro te doen.";
- in het ontworpen artikel 109, §§ 2 en 3 (artikel 14 van het ontwerp), vervange men het woord "voorzien" door de woorden "waarvan sprake is";
- in artikel 15, § 4, vervange men het woord "gebeurt" door het woord "geschiedt"; deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp;
- in artikel 20, § 3, vervange men het woord "desgevallend" door de woorden "in voorkomend geval".

L'avis concernant les articles 1 à 53, 60 et 61 a été donné par la quatrième chambre composée de

Het advies betreffende de artikelen 1 tot 53, 60 en 61 werd gegeven door de vierde kamer, samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été rédigé par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire adjoint.

Het verslag werd opgesteld door de H. J. REGNIER, eerste auditeur afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, adjunct-referendaris.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN

Het advies betreffende de artikelen 1, 2 en 54 tot 61,

werd gegeven door de eerste kamer, samengesteld uit

de Heren J. DE BRABANDERE,
Messieurs

M. VAN DAMME,
D. ALBRECHT,

G. SCHRANS,
E. WYMEERSCH,

Mevrouw A. BECKERS,
Madame

L'avis concernant les articles 1, 2 et 54 à 61,

a été donné par la première chambre, composée de

kamervoorzitter,
président de chambre,

staatsraden,
conseillers d'Etat,

assessoren van de
afdeling wetgeving,
assesseurs de la
section de législation,

griffier,
greffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. DEPUYDT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. E. VANHERCK, referendaris.

Le rapport a été présenté par M. P. DEPUYDT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. E. VANHERCK, référendaire.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. DE BRABANDERE.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. J. DE BRABANDERE.

DE GRIFFIER - LE GREFFIER,

DE VOORZITTER - LE PRESIDENT,

A. BECKERS

J. DE BRABANDERE